

Regard sur Paul Gouin

Certains personnages marquent profondément l'histoire, tandis que d'autres, pourtant influents, tombent peu à peu dans l'oubli. C'est le cas de Paul Gouin. Héritier d'une grande famille politique et figure marquante du nationalisme québécois des années 1930, il a contribué à redéfinir le débat politique à une époque de profondes transformations. Qui était cet homme dont les idées ont laissé leur empreinte sur l'histoire du Québec ?

Paul Gouin est né à Montréal le 20 mai 1898. Il est le fils de Lomer Gouin qui a été Premier ministre du Québec de 1905 à 1920 et le petit-fils d'un autre Premier ministre québécois : Honoré Mercier. Son oncle et son frère aîné ont aussi occupé des postes politiques importants. Indéniablement, le jeune Gouin a baigné toute sa jeunesse dans les rouages de la politique provinciale. Lors de la Première Guerre mondiale, il interrompt ses études pour se porter volontaire et s'engage dans le 1^{er} bataillon blindé canadien à titre de lieutenant. À son retour de la guerre, il étudie le droit au pavillon de l'Université Laval de Montréal (qui deviendra l'Université de Montréal le 14 février 1920). Il pratique le droit jusqu'en 1929, mais démontre très peu d'intérêt pour cette profession. Voyez-vous, il est passionné d'histoire et cette passion l'amènera à développer un profond amour pour la culture canadienne-française.

Dès 1925, il prononce des conférences sur des sujets historiques. En 1927, il publie un recueil de poésie Médailles anciennes. Poèmes historiques qui rendent hommage à quelques figures marquantes de la Nouvelle-France, un peu à l'image d'Octave Crémazie. Dérivant de plus en plus de sa profession en droit, il tente brièvement le journalisme en 1931. Mais c'est l'histoire d'abord qui le passionne. Il sollicite en 1930 le poste de conservateur du musée de la Province à Québec (aujourd'hui le Musée des Beaux-arts de Québec), mais Taschereau lui refuse. Il tente de nouveau sa chance l'année suivante au poste d'assistant-conservateur, mais encore cette fois, le Premier ministre lui refuse et lui propose plutôt un poste de juge au tribunal de la jeunesse qu'il décline. Il songe furtivement à faire un doctorat, mais y renonce devant la difficulté et le temps requis pour le compléter.

La Grande Dépression : le déclic politique

Au début de l'année 1930, quelques mois après l'effondrement des bourses, Paul Gouin reçoit chez lui des intellectuels qui, comme lui, sont profondément préoccupés des effets dévastateurs de la crise au Québec. À travers les journaux et des conférences, il explique sa vision et sa pensée politiques qui

commencent à s'imposer grâce à la notoriété de ses liens de sang. Sa réflexion s'expose sur deux axes principaux : la nécessité de la conservation et de la mise en valeur de l'héritage culturel du Canada français et le développement économique et politique du Québec.

Contrairement à certains nationalistes plus conservateurs de son époque, Gouin associait la préservation de cet héritage à un projet de modernisation. Il ne rejetait pas le progrès économique ; il souhaitait plutôt que celui-ci demeure au service de la nation Canadienne Française. Son programme prévoit notamment une plus grande intervention de l'État dans l'économie afin que les ressources naturelles profitent d'abord aux Québécois, sans compromettre leur identité culturelle.

Paul Gouin considère que l'héritage culturel québécois constitue le fondement de l'identité nationale. Pour lui, le développement économique et politique du Québec ne peut se faire au détriment de la langue française, des traditions et des institutions héritées des Canadiens Français. Ses idées s'articulent sur quatre principes : la défense de la langue française, qu'il voit comme le ciment de la nation canadienne-française et estime que le gouvernement doit en assumer le rayonnement et le développement ; la valorisation de l'histoire nationale afin que les Québécois renforcent leur sentiment d'appartenance en incitant les jeunes à lire des auteurs Canadiens Français sur des héros canadiens-français pour mousser le patriotisme ; le patrimoine comme richesse collective, car il estime que c'est un héritage qui donne au peuple francophone sa personnalité et sa continuité ; l'autonomie politique du Québec afin de disposer des pouvoirs nécessaires pour protéger la culture et orienter son développement dans le sens de ses intérêts.

L'engagement politique : l'Action libérale nationale

En 1933, alors que plusieurs préconisent le « retour à la terre », Gouin renouvelle sa vision économique de l'agriculture et propose l'électrification des campagnes, idée qui sera au cœur des succès électoraux de l'Union nationale quelques années plus tard. Convaincu que « les petites industries locales, qui

peuvent paraître insignifiantes en elles-mêmes, pourraient devenir, si elles étaient dirigées, organisées et coordonnées, la véritable ossature économique [du Québec] », Gouin ajoute « qu'il vaut mieux être les maîtres de la petite entreprise que les serveurs ou plutôt les chômeurs de la grande. »¹

Il demande aussi une réforme du système d'éducation qu'il juge urgente. Voyant ses demandes restées sans réponse, devant l'inefficacité du gouvernement à trouver des solutions à la crise économique, il réclame dès 1932 que le Conseil législatif soit transformé en un Conseil économique national où des experts proposeraient des solutions concrètes afin de sortir de la crise. En outre, comme le titre de son article dans *La Revue moderne* de février 1933 le montre, il demande ni plus ni moins « un architecte » qui dresserait les plans du redressement économique.

Le 23 février 1934 marque un tournant dans sa carrière et son engagement politique. Lors d'une conférence à l'Association de la Jeunesse libérale de Montréal, Paul Gouin renie son héritage libéral et évoque la création d'un nouveau parti politique réformateur. En juin 1934, d'autres libéraux déçus le rejoignent, notamment Philippe Hamel, qui prône déjà la nationalisation de l'électricité, et René Chaloult, qui donnera au Québec le Fleurdelysé en 1948. Les 27 et 28 juin, les dissidents du Parti libéral et des nationalistes de Québec fondent l'Action libérale nationale et désignent Paul Gouin comme chef.

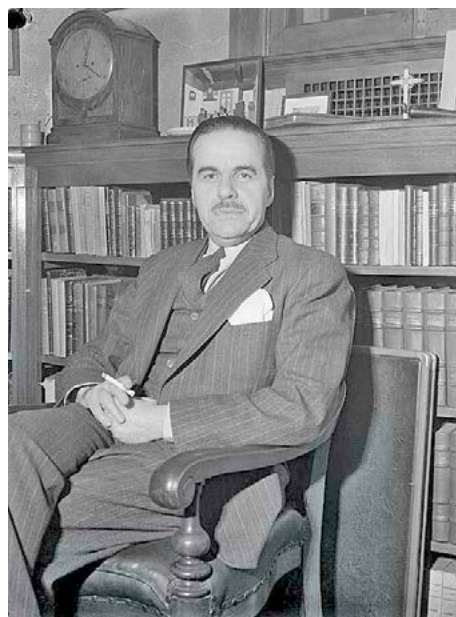
Le manifeste du parti propose un plan d'action complet pour sortir de la crise économique, assurer l'autonomie du Québec et affranchir le gouvernement de la tutelle des trusts et des cartels : « La crise actuelle est due en grande partie à la mauvaise distribution dans le domaine économique, à l'avidité de la haute finance et aux abus de toutes sortes qui se sont glissés dans l'application du régime démocratique. Il est inutile d'espérer que l'équilibre se rétablira

de lui-même et sans l'aide d'une formule bien définie. [...] une évolution politique est nécessaire dans notre pays et dans notre province afin d'assurer la mise en œuvre des doctrines élaborées par nos économistes. »² À Saint-Georges de Beauce, 7000 personnes écoutent Gouin décrire le programme de l'ALN et proclamer que « le temps est venu d'assurer la conquête nationale et économique de notre peuple. »³

Les élections de 1935 et la fin d'un rêve politique

La volonté de renverser les libéraux devient plus forte et certains commencent à évoquer une alliance. Les discussions sont d'abord laborieuses, car Gouin préférerait s'allier avec Onésime Gagnon plutôt que Duplessis, qu'il voyait comme un caméléon politique. Le 7 novembre 1935, une entente est conclue où les deux partis offrent un front uni contre l'ennemi commun.

Les élections précipitées du 25 novembre 1935 donnent de



Paul Gouin, un éminent avocat, homme politique québécois et fondateur de l'Action libérale nationale en 1934. Photographié en 1945.

nouveau la victoire au Parti libéral de Taschereau, mais voient l'ALN de Paul Gouin devenir l'opposition officielle avec 30 % du vote, devant le Parti conservateur dirigé par Maurice Duplessis, qui obtient 18,35 % des voix. Quelques mois après, devant la pression politique et le coup de maître de Duplessis lors du comité des Comptes publics où il expose au grand jour les abus, la corruption et le



Cette photographie historique, prise en 1950, montre l'écrivain et intellectuel québécois Paul Gouin sur la grève de la municipalité de Grande-Vallée, en Gaspésie. Il accompagne la photjournaliste américaine Lida Moser lors de son reportage pancanadien pour le magazine Vogue.

gaspillage des fonds publics du gouvernement libéral, Taschereau démissionne le 11 juin 1936. La convocation d'élections par Adélart Godbout précipite la fin de l'ALN : Duplessis, ayant pris le contrôle de l'alliance, réunit à Sherbrooke le 20 juin ses députés et une partie de ceux de l'ALN sans inviter Gouin. C'est la fondation de l'Union nationale. Les élections de 1936 portent Duplessis au pouvoir et celles de 1939 sonnent le glas de l'ALN.

Quittant la politique après s'être impliqué dans le Bloc populaire pour contester le plébiscite sur la conscription de 1942, Paul Gouin s'est consacré à sa passion pour l'histoire et la culture québécoise. Il sera le premier président de la *Commission des monuments historiques* en 1955 qu'il conservera jusqu'à sa retraite. Le 4 décembre 1976, il décède d'un cancer de la gorge.

Paul Gouin n'a jamais accédé au poste de Premier ministre du Québec, mais son influence dépasse largement son propre parcours politique. En fondant l'Action libérale nationale, il a contribué à transformer le débat public et à faire émerger des idées qui marqueront durablement le Québec, notamment en matière de nationalisme, d'autonomie provinciale et de contrôle des ressources. Comme amoureux du Québec et de sa longue et tortueuse histoire, on ne peut trouver un meilleur défenseur.

1. *Causerie à Montréal*, 18 novembre 1933.
2. *Claude Corbo et Nathalie Hamel, Paul Gouin – Écrits et discours 1932-1964*, Del Busso éditeur, 2017.
3. *Le Devoir*, 13 août 1934.